



Restructuration SAV DARTY :

Plan social au rabais, la colère monte

Le Groupe Fnac a su trouver les ressources financières nécessaires pour s'approprier DARTY pour la modique somme de 1,160 milliard d'euros. Le nouveau Groupe né de cette fusion : Le Groupe Fnac -Darty, a permis à son ex PDG, M. Alexandre BOMPARD, de bénéficier d'un super bonus boursier de l'ordre de 14 millions d'euros en 2016 en augmentation de 21% par rapport à l'année précédente, avant que ce dernier, fier du devoir accompli, au détour d'un « carrefour » ne prenne le large vers de nouveaux challenges dorés.

Le revers de la médaille de cette « success-story », comme souvent, il est pour les salariés qui se retrouvent confrontés, après un plan de départ volontaire à la suite du regroupement des services nationaux Darty et Fnac, à un plan social visant cette fois le cœur de Darty : le service après-vente, avec une suppression de 171 postes entre la centralisation des Pièces détachées et les ateliers de réparation petit électroménager et informatique.

Certes nous ne pouvons pas reprocher à des dirigeants d'une entreprise de vouloir réorganiser cette dernière si cela s'inscrit dans une réelle stratégie gagnante pour l'entreprise et ses salariés et non dans un moyen, pour certains, de gagner encore davantage. Nous leurs demandons, simplement, de s'occuper dignement des salariés qui en raison des choix stratégiques mis en place par l'entreprise vont perdre leur emploi.

Lorsqu'une entreprise est en capacité de trouver 1,160 milliards d'euros pour en absorber une autre, quand des dirigeants bénéficient de super bonus à hauteur de 14 millions d'euros, alors les salariés sont en droit d'attendre de sa part qu'elle mette également des moyens exceptionnels dans un plan de sauvegarde de l'emploi. Il en va du respect de ces salariés qui vont perdre leur emploi et de la reconnaissance de l'investissement au service de Darty dont ils ont fait preuve, pour beaucoup, depuis de nombreuses années.

Depuis le début des négociations du plan de sauvegarde de l'emploi relatif à la restructuration du SAV ELA et des Pièces Détachées, force est de constater que malheureusement, ces moyens exceptionnels, l'entreprise n'a pas su, ou pire encore, n'a pas voulu, les mobiliser.

Certes, la mise en place d'une intersyndicale a fait avancer les choses notamment sur des éléments liés aux reclassements, mais au lendemain de ce qui est présenté par la direction comme la dernière réunion officielle de négociation (16 novembre 2017), l'écart, entre les attentes légitimes et réalistes des salariés et les moyens mis par l'entreprise, reste important. La Direction a même « menacé » de faire un plan de sauvegarde de l'emploi avec encore moins de moyen si l'accord final n'est pas majoritairement signé. Les salariés concernés, pour la plupart, ressentent de la colère à la vue de ces résultats et cette façon de faire.

Nous sommes convaincus que les revendications des salariés que nous portons sont de nature, en partie, à répondre à la réalité de la perte de leur emploi et des conséquences que cela génère. Elles sont bien plus légitimes et bien moins démesurées qu'un super bonus de 14 millions d'euros pour un ex PDG ou un Groupe qui débourse 1,160 milliard d'euros pour s'offrir un autre Groupe.

La CGT demande à M. Enrique MARTINEZ, PDG du Groupe Fnac-Darty, de reconsidérer les moyens affectés à ce plan de sauvegarde de l'emploi et de faire le choix de relancer la négociation avec les organisations syndicales.